La Commune

Sarkozy nomme un policier israélien pour juger du sort des enfants sans papiers

La Commune communique :

Par CAPJPO-EuroPalestine, le 29 06 06, http://www.europalestine.com

Sarkozy vient d'annoncer la nomination d'un policier israélien, Arno Klarsfeld, pour opérer une sélection entre les enfants de parents sans papiers scolarisés qui seront autorisés à rester en France, et ceux qui seront expulsés.

Arno Klarsfeld est un avocat d'un genre très spécial, qui préfère s'afficher en tenue de combat de l'armée israélienne, fusil au poing, plutôt qu'en robe.

l'individu se vante en effet, en toute impunité à ce jour, d'avoir fait un service militaire volontaire en Israël, dans les rangs de la Police des Frontières. Comme son nom ne l'indique pas, cette " police des frontières " n'a pas pour objet de défendre un pays qui ne se reconnaît d'ailleurs pas de frontières, mais de faire la chasse aux populations palestiniennes, dans les territoires occupés notamment.

Le policier Klarsfeld a ainsi exercé ses talents à Bethlehem, en Cisjordanie occupée, en 2003-2004.

De retour en France, il est embauché par Sarkozy, pour accompagner quelques unes des basses oeuvres du ministre, sans grand succès.

Sarkozy lui avait demandé l'an dernier d'essayer de sauver la honteuse loi du 23 février 2005, qui vante les bienfaits de la colonisation : mais Klarsfeld n'a pas fait le poids devant le vieux militant anti-colonialiste Aimé Césaire, et l'article le plus scandaleux de cette loi inique a dû être abrogé.

Quelques mois plus tard, Klarsfeld est érigé par Sarkozy en expert de l'enfance délinquante. Pour une somme dont le montant n'a pas été rendu public, l'homme publie un rapport de 7 pages de lieux communs, avec, quand même, la reprise d'une vieille revendication de l'extrême-droite : couper les allocations familiales aux parents d'enfants délinquants !

Aujourd'hui, c'est sur le front des sans papiers que le premier flic de France mobilise son comparse.

Devant la montée de la protestation citoyenne, et l'éclosion, un peu partout en France, de comités pour aider, parrainer, et le cas échéant cacher les enfants traqués par la police (soit dit en passant, cette même institution qui traquait les enfants juifs pendant la deuxième guerre mondiale), Sarkozy a amorcé un recul.

Il a ainsi repoussé au 13 août et non plus au 30 juin l'ouverture de la chasse aux enfants d'immigrés, et pondu une circulaire établissant une série insensée de " critères " pour faire le tri entre les " bons " et les " mauvais " enfants de sans papiers.

l'un des critères en question, ouvertement xénophobe, exige que pour prétendre éventuellement à la régularisation, l'enfant doit impérativement ignorer la langue du pays d'origine de ses parents ! (notons qu'à quelques milliers de kilomètres de là, le correspondant de France2 à Jérusalem, Charles Enderlin, soulignait l'autre jour avec un brin de malice que le papa du soldat Shalit, citoyen français comme on nous l'a tant seriné, ne parle pas lui-même un traître mot de la langue de Molière ; et l'on ne sache pas qu'il soit interdit au soldat Shalit, lui aussi citoyen français, de parler ... hébreu).

Quoi qu'il en soit, les 95 préfectures de la France métropolitaine interprètent la circulaire Sarkozy dans l'arbitraire le plus total, et, quand elles trouvent que les demandeurs sont trop nombreux à leurs portes, elles appellent les CRS : c'est exactement ce qui s'est passé cette semaine dans le XVIIème arrondissement de Paris, où des centaines de parents étrangers ont été brutalement expulsés par la police des abords d'une antenne préfectorale.

Malheureusement pour Sarkozy, la presse a, pour une fois, fait son travail et l'agression policière a été médiatisée.

D'où cette idée de donner un nouveau job, de " médiateur national chargé des cas les plus difficiles ", à Arno Klarsfeld. Il ne faut évidemment pas compter sur un tel individu pour apporter un minimum de justice. La mobilisation doit continuer, et nous vous appelons à participer nombreux au rassemblement contre les expulsions d'enfants et l'immigration jetable, samedi 1er juillet à 15 heures, Place de la Bastille à Paris.

Modifié le mercredi 05 juillet 2006

Voir aussi dans la catégorie France

Urgence, pouvoir d’achat et grève générale

Alors qu’il a urgence à augmenter les salaires, bloquer les prix et les loyers, alors q
les crises énergétiques et climatiques explosent, le gouvernement Macron a fait
voter au Parlement deux... »

« Ces gens-là »

La ministre des collectivités territoriales, issue des Républicains, a eu par le passé
des prises de position qui dénonçaient le mariage pour tous en y voyant “un dessei
contre la nature”.... »

Ni le gouvernement ni l'Assemblée ne nous représente !

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » La
présidentielle et les législatives en France sont à l'image du chaos politique qui
parcourt l'Europe : la... »

Répression, maître-mot de la macronie.

La cinquième république est agonisante. Macron et sa clique vont utiliser le dernier outil en leur possession pour sauver ce qui peut l'être : la répression. Les forces de police, dignes... »

Présidentielles, législatives : Non au front unique des appareils !

Ils veulent TOUS sauver la Ve République et museler la classe ouvrière ! Partis politiques et confédérations syndicales sont désormais unis pour laisser Macron gouverner à son aise et mener ses... »

Alain Krivine

La Commune tient à saluer la mémoire d'Alain Krivine, militant ouvrier et dirigeant historique de la LCR et du NPA, qui a marqué la vie politique de ces 60 dernières années. Nous adressons à sa... »